

Arrêté conjoint du ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire et du ministre de l'industrie et de la technologie du, fixant les spécifications techniques minimales de maîtrise de l'énergie pour les projets de construction, d'extension et de réaménagement des bâtiments des établissements de santé.

Le ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire et le ministre de l'industrie et de la technologie,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme promulgué par la loi n°94-122 du 28 novembre 1994 tel que modifié par les textes subséquents et notamment par la loi n°2009-29 du 9 juin 2009 ;

Vu la loi n°2004-72 du 2 août 2004, relative à la maîtrise de l'énergie telle que modifiée et complétée par la loi n° 2009-7 du 9 février 2009 et notamment son article 10 ;

Vu le décret n°74-93 du 15 février 1974, fixant les attributions du ministère de l'équipement, tel que complété par le décret n° 92-248 du 3 février 1992 et le décret n° 2008-121 du 16 janvier 2008 ;

Vu le décret n°95-916 du 22 mai 1995, fixant les attributions du ministère de l'industrie ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire du 17 avril 2007, portant définition des pièces constitutives du dossier de permis de bâtir, des délais de validité et prorogation et des conditions de son renouvellement ;

Vu l'avis du ministre de l'environnement et du développement durable, du ministre de la santé publique et du ministre de l'intérieur et du développement local ;

Arrêtent :

Article Premier : Le présent arrêté fixe les spécifications techniques minimales de maîtrise de l'énergie auxquelles sont assujettis les projets de construction de nouveaux bâtiments des établissements de santé publics et privés, aux projets d'extension des bâtiments existants de même type et aux projets de réaménagement touchant à l'enveloppe des bâtiments existants de même type.

Et on entend par :

- « bâtiment public » : tout bâtiment dont la propriété revient à l'Etat, aux collectivités locales ou aux établissements et entreprises publics ;

- « bâtiment privé » : tout bâtiment dont la propriété revient aux personnes physiques ou morales de droit privé.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux parties des bâtiments des établissements de santé destinées à usage de bureaux ou assimilés suivantes :

Parties des bâtiments des établissements de santé assimilée aux bâtiments à usage de bureaux	Administration
	Consultation externe
	Espaces d'accueil ou d'attente
Bâtiments des établissements de santé globalement assimilés aux bâtiments à usage de bureaux	Centre de soins et de santé de base
	Centre de planning familial

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent également aux parties des bâtiments des établissements de santé destinées à l'hébergement à l'exception de celles destinées à des applications médicales particulières.

Chapitre premier : Des spécifications techniques minimales de maîtrise de l'énergie

Article 3 : Les bâtiments des établissements de santé objet du présent arrêté doivent être conformes aux performances thermiques fixées aux articles 5 et 6 du présent arrêté. Ces performances sont évaluées à travers les besoins énergétiques annuels du bâtiment liés au confort thermique.

Article 4 : Les besoins énergétiques du bâtiment liés au confort thermique (BE_{CTh}) correspondent aux besoins calorifiques et frigorifiques du bâtiment indépendamment du type d'installations de chauffage et de refroidissement utilisées. Ils correspondent à la somme annuelle des sollicitations thermiques qu'impose le bâtiment à ses installations pour satisfaire les besoins de confort thermique de ses occupants.

Ces besoins sont déterminés selon la formule suivante :

$$BE_{CTh} = \frac{BE_{Ch} + BE_{Re f}}{STC}$$

Et on entend par :

- **BE_{CTh}** : Besoins énergétiques annuels du bâtiment liés au confort thermique exprimés en kWh/(m².an) ;

- **BECh** : Besoins énergétiques annuels du bâtiment pour le chauffage, exprimés en kWh/an et calculés par rapport aux données de référence fixés au tableau ci-dessous ;
- **BERef** : Besoins énergétiques annuels du bâtiment pour le refroidissement, exprimés en kWh/an et calculés par rapport aux données de référence fixés au tableau ci-dessous ;
- **STC** : Surface totale conditionnée exprimée en mètre carré et égale à la somme des surfaces des planchers des espaces chauffés ou refroidis.

	Parties des bâtiments des établissements de santé destinées aux bureaux	Parties des bâtiments des établissements de santé destinées à l'hébergement
Période de chauffage	du 15 novembre au 31 mars	du 1 ^{er} novembre au 31 mars
Période de refroidissement	du 1 ^{er} juin au 30 septembre	du 1 ^{er} mai au 31 octobre
Température intérieure de chauffage	20 °C	22 °C
Température intérieure de refroidissement	26 °C	26 °C
Débit de renouvellement d'air neuf	2,5 m ³ /(h.m ²)	3,5 m ³ /(h.m ²)

Article 5 : Les performances thermiques des parties des bâtiments des établissements de santé objet du présent arrêté destinées aux bureaux ou à l'hébergement sont classées selon leurs besoins énergétiques annuels liés au confort thermique, conformément au tableau suivant :

Classes de performances thermiques du bâtiment	Besoins énergétiques annuels du bâtiment liés au confort thermique (BECh) en kWh/m ² .an	
	Parties destinées aux bureaux	Parties destinées à l'hébergement
<i>classe 1</i>	BECh ≤ 75	BECh ≤ 135
<i>classe 2</i>	75 < BECh ≤ 85	135 < BECh ≤ 145
<i>classe 3</i>	85 < BECh ≤ 95	145 < BECh ≤ 155
<i>classe 4</i>	95 < BECh ≤ 105	155 < BECh ≤ 165
<i>classe 5</i>	105 < BECh ≤ 125	165 < BECh ≤ 180
<i>classe 6</i>	125 < BECh ≤ 150	180 < BECh ≤ 200
<i>classe 7</i>	150 < BECh ≤ 180	200 < BECh ≤ 230
<i>classe 8</i>	BECh > 180	BECh > 230

Article 6 : Les parties des bâtiments des établissements de santé objet du présent arrêté destinées aux bureaux ou à l'hébergement doivent répondre aux performances thermiques des classes fixées au tableau prévu à l'article 5 du présent arrêté et ce, conformément au tableau suivant :

	Classes de performances thermiques autorisées	
	Parties destinées aux bureaux	Parties destinées à l'hébergement
Bâtiments des établissements de santé privés	1 à 5	1 à 5
Bâtiments des établissements de santé publics	1 à 3	1 à 3

Article 7 : Les projets de construction des bâtiments des établissements de santé objet du présent arrêté doivent être soumises à une étude énergétique concernant chacune des parties du bâtiment à construire et qui sont destinées aux bureaux ou à l'hébergement. Cette étude doit être élaborée par un ingénieur conseil spécialisé ou un bureau d'études spécialisé et approuvée par un contrôleur technique autorisé par le ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire dans le domaine du bâtiment et ce, dans le but de calculer les besoins annuels du bâtiment liés au confort thermique prévue à l'article 4 du présent arrêté et s'assurer de la conformité du bâtiment aux spécifications techniques minimales objet du présent arrêté. Pour ces fins, il sera utilisé des logiciels simplifiés fournis par l'agence nationale pour la maîtrise de l'énergie ou tout autre logiciel à condition d'être approuvé au préalable par l'agence.

Chapitre II : Dispositions diverses

Article 8 : La référence aux spécifications techniques minimales de maîtrise de l'énergie prévues au présent arrêté et la mention explicite de leur application sont obligatoires dans les cahiers des charges techniques relatifs à la construction des bâtiments des établissements de santé objet du présent arrêté.

Article 9 : Tout pétitionnaire d'un permis de bâtir pour la construction d'un bâtiment d'un établissement de santé, objet du présent arrêté, doit joindre au dossier du permis une fiche technique portant sur la totalité des parties du bâtiment à construire qui sont destinées aux bureaux ou à l'hébergement, précisant les performances thermiques du projet de bâtiment et ce, conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Cette fiche technique doit être élaborée et signée par l'ingénieur conseil ou le bureau d'études qui a effectué l'étude prévue à l'article 7 du présent arrêté et visée par le contrôleur technique qui l'a approuvée. La commission technique des permis de bâtir peut vérifier les données figurant sur la fiche. Le permis de bâtir ne sera pas délivré s'il

s'avère que ces données ne sont pas conformes aux spécifications techniques minimales de maîtrise de l'énergie fixées au présent arrêté.

Article 10 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables sans préjudice aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur prises en matière de santé, d'hygiène et de sécurité.

Article 11 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées, poursuivies et réprimés conformément à la législation en vigueur en matière de construction et d'urbanisme.

Article 12 : Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux projets de construction des bâtiments des établissements de santé ayant fait l'objet d'une demande de permis de bâtir déposée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 13 : Le présent arrêté entrera en vigueur six mois à partir de la date de sa publication au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis le